

QUESTIONNAIRE RC PROFESSIONNELLE DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS, IMMOBILIERS ET DES INTERMEDIAIRES D'ASSURANCE

Ce questionnaire a pour objet de renseigner l'Assureur sur le risque à garantir. Les réponses apportées aux questions posées ci-après ainsi que les documents à fournir serviront de base à l'établissement des termes et conditions de votre contrat en cas d'acceptation. L'attention du Souscripteur et du signataire du présent questionnaire est, en conséquence, attirée sur l'importance des déclarations qui vont suivre. L'absence de réponse à une question équivaut à une réponse négative. La signature du présent questionnaire n'engage aucunement le Souscripteur ou l'Assureur à conclure ce contrat d'assurance. Toutefois, si ce dernier donne suite à la proposition faite par l'Assureur, toute(s) fausse(s) déclaration(s) pourrait(ent) remettre en cause la validité du contrat.

METHODOLOGIE :

Ce questionnaire est composé de 6 sections, une section Générale (Le Proposant / Ses Antécédents) et cinq sections spécifiques relatives aux activités pratiquées, ou non, par le proposant.

Ce questionnaire concerne les 5 activités suivantes :

Section 1: Intermédiation d'Assurance

Section 2: Intermédiation en Opérations de Banque et Services de Paiement (IOBSP) et Démarchage Bancaire (DB)

Section 3: Intermédiation en Transactions Immobilières

Section 4: Démarchage Financier (DF)

Section 5: Conseil en Investissements Financiers (CIF)

SECTION GENERALE : LE PROPOSANT

1. Merci de compléter le tableau suivant :

Activité(s)*	Garanties demandées	
	OUI	NON
Intermédiation d'Assurance	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Intermédiation en Opérations de Banque et Services de Paiement (IOBSP) et Démarchage Bancaire (DB)	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Intermédiation en Transactions Immobilières	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Démarchage Financier (DF)	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Conseil en Investissements Financiers (CIF)	<input type="text"/>	<input type="text"/>

* Il est impératif de compléter la ou les section(s) «activités» du questionnaire correspondantes aux garanties demandées dans le tableau ci-dessus.

2. Nom du proposant (Nom et Prénom pour une personne physique ou Raison Sociale pour une société):

3. Nom(s) et Prénom(s) du/des dirigeant(s):

Forme Juridique :

RCS :

Code APE :

ORIAS :

Date de création :

4. Adresse du siège social:

Code Postal :

Ville :

Tél:

Fax:

Adresse e-mail:

5. Le proposant a-t-il un/des bureau(x) secondaire(s), une/des filiale(s) et/ou une/des succursale(s)? :

Oui Non

Si oui, merci d'indiquer la/les adresse(s):

6. Le proposant exerce t-il dans d'autres pays de l'Union Européenne sous le régime de la libre prestation de services (LPS) ?

Oui

Non

Si oui, merci de préciser:

7. Le proposant a-t-il changé de nom ou de région, fait l'objet d'une fusion ou d'une absorption au cours des 5 dernières années?

Oui

Non

Si oui, merci de préciser les informations concernant cet/ces évènement(s):

8. Le proposant a-t-il participé à une/des opération(s) de fusion ou absorption au cours des 5 dernières années?

Oui

Non

Si oui, merci de préciser:

9. La société proposante ou son/ses dirigeant(s) est-elle, est-il ou sont-ils administrateur(s) ou actionnaire(s) d'une entreprise d'assurance ou d'un établissement financier?

Oui

Non

Si oui, merci de préciser:

10. Dans le cadre des activités exercées, le proposant a-t-il recours à une forme de commercialisation de produits à distance (ex: vente via internet, plate-forme d'appels, etc...)?

Oui

Non

Si oui, merci de préciser les modalités de commercialisation à distance:

11. Merci d'indiquer le nombre de personnes impliquées dans la société:

Directeurs, Associés, Administrateurs:

Salariés:

12. Le proposant vérifie t-il les diplômes de ses employés lors de l'embauche?

Oui

Non

13. Les comptes du proposant sont-ils vérifiés annuellement par un expert-comptable?

Oui

Non

SECTION GENERALE : ANTECEDENTS

1. Le proposant est-il actuellement couvert en Responsabilité Civile Professionnelle ? Oui Non
 Le proposant est-il actuellement couvert par une Garantie Financière ? Oui Non

Si oui, merci d'apporter les précisions dans le tableau ci-dessous:

Activité(s):	Assureur(s) RCP:	Assureur(s) GF:	Période(s):
Intermédiation d'Assurance			Du / / au / /
Intermédiation en Opérations de Banque et Services de Paiement (IOBSP) et Démarchage Bancaire (DB)			Du / / au / /
Intermédiation en Transaction Immobilière			Du / / au / /
Démarchage Financier (DF)		Sans Objet	Du / / au / /
Conseil en Investissements Financiers (CIF)		Sans Objet	Du / / au / /

2. Une demande en vue de souscrire une assurance Responsabilité Civile Professionnelle pour le compte du proposant, d'un de ses associés ou administrateurs actuels ou passés a t-elle déjà été :

- Déclinée ? Oui Non Résiliée ? Oui Non
 Refusée au moment du renouvellement ? Oui Non Acceptée à des conditions spéciales ? Oui Non

Si oui à l'une des questions, merci de préciser pour quelle activité et préciser tous les détails (compléter sur papier libre si nécessaire):

3. Des réclamations ont-elles déjà été formulées à l'encontre:

- Du proposant ? Oui Non
 De ses prédecesseurs dans l'activité professionnelle concernée ? Oui Non
 D'un/des Associé(s), Administrateur(s), Gérant(s) actuel(s) ou passé(s) ? Oui Non

Si oui à l'une des questions, merci de préciser pour quelle activité et préciser tous les détails, faits, procédure, montant du sinistre ou de la réclamation (compléter sur papier libre si nécessaire et joindre les documents):

4. Un/des Associé(s), Administrateur(s), Gérant(s) a/ont-il(s) connaissance de circonstances susceptibles de donner lieu à une réclamation à l'encontre:

- Du proposant ? Oui Non
 De ses prédecesseurs dans l'activité professionnelle concernée ? Oui Non
 D'un/des Associé(s), Administrateur(s), Gérant(s) actuel(s) ou passé(s) ? Oui Non

Si oui à l'une des questions, merci de préciser pour quelle activité et préciser tous les détails (compléter sur papier libre si nécessaire):

5. Un/des Associé(s), Administrateur(s), Gérant(s) a-t-il/ont-ils déjà été Associé(s), Administrateur(s) ou Gérant(s) d'une société ayant fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire ?

Oui Non

Si oui à l'une des questions, merci de préciser pour quelle société et de préciser tous les détails:

6. Le proposant a-t-il fait l'objet:

D'une révocation par l'un de ses mandants ?

Oui Non

D'une fermeture de code ?

Oui Non

A-t-il présenté sa démission sur demande d'une société mandante ?

Oui Non

Si oui à l'une des questions, merci de préciser pour quelle activité et préciser tous les détails (compléter sur papier libre si nécessaire):

LE PROPOSANT DECLARE NE PAS PRATIQUER L'ACTIVITE «INTERMEDIARE EN ASSURANCE». COCHEZ LA CASE

1. Description de votre activité et CA en € (le CA s'entend en commissions brutes et/ou honoraires):

Branches d'assurances	CA prévisionnel (création) du / / au / /	CA du dernier exercice clos Année 20.. - Année 20..
CA en Assurances de personnes		
CA en IARD		

2. En quelle qualité agit le proposant ?:

	Oui	Non	CA en %	
Courtier d'Assurance				Compagnies Partenaires ?:
Agent Général				De quelle(s) Compagnie(s) ?:
Mandataire d'Intermédiaire d'Assurance				De quel(s) cabinet(s) ?:
Mandataire d'une Compagnie d'Assurance				De quelle(s) Compagnie(s) ?:

3. Branche(s) d'activité(s) / Spécialité(s) :

Branche(s) d'activité(s)	Oui (cocher la case)	Non (cocher la case)	% du CA
Vie / Retraite*			
Santé / Prévoyance			
Garantie emprunteur			
Multirisque habitation			
Automobile			
Dommages / Risques Industriels			
Multirisque Professionnelle			
Construction			
Transport de marchandises			
Maritime			
Aviation			
Responsabilité Civile			
Reponsabilité Civile Médicale			
Crédit / Caution			
Discothèques			
Autres (à préciser)			

*Si le proposant réalise plus de 10 % de son CA en Assurances Vie, merci de préciser en pourcentage le CA réalisé sur :

Des contrats adossés à un prêt in-fine : %des contrats en Unités de compte : %

4. Le proposant est-il autorisé à souscrire pour le compte d'un/ d'assureur(s) ? Oui Non Si oui, part de CA %
- Le proposant est-il autorisé à gérer les contrats pour le compte d'un/d'assureur(s)? Oui Non Si oui, part de CA %
- Le proposant est-il autorisé à gérer les sinistres pour le compte d'un/d'assureur(s)? Oui Non Si oui, part de CA %

Si oui à l'une des questions, merci de préciser et de joindre là ou les autorité(s) de souscription et de gestion:

5. Le proposant pratique t-il le courtage de réassurance ? Oui Non Si oui, part de CA %

6. Le proposant travaille t-il avec le marché du Lloyd's ou d'autres compagnies étrangères ? Oui Non

Si oui, merci de préciser:

7. Le proposant a-t-il un/des mandataire(s) d'intermédiaire d'assurance (MIA) ? Oui Non Si oui, part de CA %

- Le proposant souhaite t-il couvrir son/ses MIA sur son contrat ? Oui Non

Si oui, merci de joindre copie de leur mandat, leur CV et leur n° ORIAS (si déjà inscrit(s)).

8. Répartition de la clientèle du proposant:
(le total ne devant pas excéder 100%)

Entreprises	<input type="text"/> %
Particuliers	<input type="text"/> %

9. Répartition de la clientèle du proposant par zone géographique:
(le total ne devant pas excéder 100%)

France Métropolitaine	<input type="text"/> %
DROM - COM*	<input type="text"/> %
Autres (à préciser ci-après)	<input type="text"/> %

* Départements et régions d'outre-mer / Collectivités d'outre-mer

9. Le proposant souhaite t-il une garantie financière pour cette activité ? Oui Non

Si oui, merci de compléter les points 9.1 à 9.4:

- 9.1 Assiette de calcul de la Garantie Financière (Art L. 512-7 et R .512-15 du Code des Assurances):

Montant total des encaissements effectués ces douze derniers mois par le cabinet du proposant (cotisations comptant, termes et règlements de sinistre)	<input type="text"/>	€
Montant des encaissements pour lesquels en tant qu'Intermédiaire d' Assurance, le proposant a reçu d'une entreprise d'assurances un mandat écrit, le chargeant expressément de l'encaissement des primes et du règlement des sinistres	<input type="text"/>	€

- 9.2 Le proposant conserve t-il des fonds encaissés sur un compte dédié ? Oui Non

- 9.3 Le proposant est-il actuellement sous le coup d'une mise en demeure par un / des assureur(s) pour des fonds encaissés et non reversés ? Oui Non

- 9.4 Un/des mandats du proposant a t-il/ont-ils déjà été révoqué(s) par une compagnie d'assurance ? Oui Non

LE PROPOSANT DECLARE NE PAS PRATIQUER L'ACTIVITE «IOBSP + DB». COCHEZ LA CASE

1. Depuis quelle date le proposant exerce t-il l'activité d'Intermédiaire en Opérations de Banque et Services de Paiement? / /

Répondez-vous aux exigences d'accès à la profession ?

Oui Non

Si, Expérience Professionnelle cochez cette case

Si, Diplôme cochez cette case

Si, Formation diplômante cochez cette case

2. Le proposant adhère t-il à un syndicat professionnel? Oui Non

Si oui, lequel?

3. Dans quelle catégorie le proposant agit-il?

Courtier en Banque (IOBSP)

Liste du/des partenaire(s)*:

Mandataire de Banque Lié (MBL)

Nom du mandant*:

Mandataire de Banques (non exclusif)

Liste des mandants*:

Mandataire d'IOBSP (MIOBSP)

Nom de l'IOBSP mandant*:

* Merci de joindre à ce questionnaire la copie de vos protocoles de partenariat et/ou des mandats délivrés par des établissements bancaires et/ou financiers ou par votre mandant pour les mandataires d'IOBSP.

4. Le proposant a-t-il des mandataires (MIOBSP)? Oui Non

Si oui, combien ?

% du CA global réalisé par ce/ces mandataire(s) :

Souhaitez-vous les couvrir au titre de votre contrat RCP ?

Oui

Non

Si oui, merci de nous joindre leur CV, copie du mandat et leur justificatif d'aptitude professionnelle.

5. Chiffre d'affaires annuel (en €) et part de CA réalisée dans le cadre d'opérations dites «défiscalisantes» et/ou dans le cadre de crédit in fine:

Activité(s)	CA du dernier exercice clos Année 201 . - 201 .	CA prévisionnel (création) du / / au / /	% CA en défiscalisation	% CA en crédit «in fine»
Vous êtes courtier en Banque (IOBSP)	<input type="text"/> €	<input type="text"/> €	<input type="text"/> %	<input type="text"/> %
Vous êtes mandataire	<input type="text"/> €	<input type="text"/> €	<input type="text"/> %	<input type="text"/> %

6. Le proposant commercialise t-il des produits d'assurances «garantie emprunteur»? Oui Non

Si oui, le proposant doit compléter la section 1.

7. Répartition de la clientèle du proposant:
(le total ne devant pas excéder 100%)

Entreprises %

Particuliers %

8. Répartition de la clientèle du proposant par zone géographique:
(le total ne devant pas excéder 100%)

France Métropolitaine %

DROM-COM* %

Autres (à préciser) %

* Départements et régions d'outre-mer / Collectivités d'outre-mer

9. Types de prestations réalisées par le proposant:

Consolidation / Rachat de crédit	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	Prêts immobiliers	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Prêts professionnels	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	Prêts à la consommation	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Conseil sur des opérations de banque et services de paiement	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	Démarchage bancaire	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Mise à disposition/ Gestion de moyens de paiement	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	Autres (préciser):	<input type="text"/>	
Réception de fonds du public	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>			

10. Méthode de travail du proposant:

L'(es) établissement(s) qui mandate(nt) le proposant, le mandate(nt)-il(s) également en tant que démarcheur bancaire ? Oui Non

Le proposant procède t-il à un audit de la situation financière de son/ses client(s)? Oui Non

Le proposant recueille t-il par écrit l'(les) objectif(s) de son/ses client(s)? Oui Non

Le proposant rédige t-il une proposition écrite et motivée à son client? Oui Non

11. Le proposant souhaite t-il une garantie financière pour cette activité ?

Oui Non

Si oui, merci de compléter le point 11.1 :

11.1 Des fonds sont-ils confiés au proposant, en qualité de mandataire des parties à une opération de banque ou à un service de paiement, en vue d'être reversés aux établissements de crédit avec lesquels il travaille ? (Arts: L 519-4 et R 519-17- alinéas 1 et 2 du Code Monétaire et Financier)

Oui Non

Si oui, merci préciser le montant annuel des fonds encaissés sur l'année N-1 ou des encaissements prévisionnels pour les sociétés en création:

€

LE PROPOSANT DECLARE NE PAS PRATIQUER L'ACTIVITE «TRANSACTION IMMOBILIERE». COCHEZ LA CASE

1. Le proposant possède une carte «T» en cours de validité:

N° : Préfecture de:

2. Le proposant est-il adhérent d'un syndicat professionnel ?

Oui Non

Si oui, lequel ?

Date d'adhésion : / /

3. Chiffre d'affaires par branche(s) d'activité(s) du proposant:

Branche(s) d'activité(s) du proposant:	Oui	Non	CA du dernier exercice clos Année 20 .. - 20 ..	CA prévisionnel (création) du / / au / /
Achat, vente, échange, location et sous location en nu ou meublé d'immeubles bâtis ou non bâtis	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Achat, vente ou location gérance de fonds de commerce	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Cession d'un cheptel agricole mort ou vif	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Souscription, achat ou vente d'actions ou de parts de Sociétés Immobilières donnant vocation à une attribution de locaux en jouissance de propriété	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Achat, vente de parts sociales non négociables lorsque l'actif social comprend un immeuble ou un fond de commerce	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

4. Le proposant est-il impliqué, dans le cadre de cette activité, dans des opérations de défiscalisation ?

Oui Non

Si oui, merci de compléter les points de 4.1 à 4.3:

4.1 Montant du CA en € réalisé sur des opérations en défiscalisation:

 €4.2 Part du CA en défiscalisation (en %) réalisé sur des opérations en défiscalisation dans les DROM-COM** ?
(**Départements et Régions d'Outre Mer - Collectivité d'Outre Mer) %

4.3 Merci de préciser le détails de votre activité en matière de défiscalisation (Exemple: Loi Pons, Loi Girardin, Loi Paul, Loi Robien, Loi Besson, Loi Scellier, Loi Malraux etc.....)

5. Le proposant procède t-il au métrage d'immeuble(s) tel qu'imposé au titre de la Loi CARREZ ?

Oui Non

6. Répartition de la clientèle du proposant :

Entreprises %Particuliers %

7. Le proposant est-il assuré en Garantie Financière ?

Oui Non

Si oui, auprès de quelle compagnie ?

8. Si non, le proposant souhaite t-il souscrire une garantie financière ?

Oui Non

Si oui, merci de compléter les points de 8.1 à 8.3:

8.1 Le proposant reçoit-il des des fonds (autre que des honoraires et des commissions), destinés à être reversés à des tiers, à l'occasion d'une transaction immobilière?

Oui Non

8.2 Le proposant détient-il un compte séquestre spécifiquement dédié à l'encaissement de ces fonds?

Oui Non

8.3 Quel est le montant maximal des sommes détenues sur l'année d'exercice N-1?

 €

LE PROPOSANT DECLARE NE PAS PRATIQUER L'ACTIVITE «DEMARCHAGE FINANCIER». COCHEZ LA CASE 1. Le proposant déclare pratiquer l'activité depuis :

2. De quels partenaires le proposant est-il mandataire dans le cadre de ses activités de démarchage financier ?

3. Quels types de produits financiers le proposant diffuse t-il, et quelle part de CA (en %) ces produits représentent-ils ?

Types de Valeurs Mobilières	Nom(s) du / des fournisseurs	Part de CA en %
Placements monétaires (SICAV , Livrets, PEL, OAT...)		
Produits de Taux (Obligations)		
FCPI / SCPI		
Placements en Actions (dont SICAV, FCP, PEA, PERP...)		
Produits dérivés, Options, Hedge Funds...		
Autres à préciser:		

4. CA réalisé par le proposant dans le cadre de cette activité:

Activité	CA du dernier exercice clos Année 201 . - 201 .	CA prévisionnel (création) du / / au / /	% CA en «produits» défiscalisants
Démarchage Financier	<input type="text"/> €	<input type="text"/> €	<input type="text"/> %

5. Le proposant procède t-il à un audit écrit de la situation de ses clients, de leur(s) expérience(s) et de leur(s) objectif(s) en matière de placement ou de financement ? Oui Non 6. Le proposant établit-il une proposition écrite destinée à la personne démarchée ? Oui Non

7. Le proposant est-il directement ou indirectement lié à,

7.1 Un promoteur de fonds ? Oui Non 7.2 Une société de bourse ? Oui Non 7.3 Un gestionnaire de fonds ? Oui Non 7.4 Un prestataire en services d'investissement ? Oui Non

SECTION 5 : CONSEIL EN INVESTISSEMENT FINANCIER (CIF)*

(Articles L.541-1 et suivants du Code Monétaire et Financier)

LE PROPOSANT DECLARE NE PAS PRATIQUER L'ACTIVITE «CIF». COCHEZ LA CASE

1. Conformément à l'article L 541-4 du Code Monétaire et Financier, tout Conseiller en Investissement Financier (CIF) doit adhérer à une association professionnelle agréée par l'Autorité des Marchés Financiers. Merci d'indiquer ci-dessous le nom de l'association à laquelle le proposant adhère:

Date d'adhésion :

 / /

N° d'adhérent :

2. Chiffre d'affaires par branche(s) d'activité(s) du proposant:

Le proposant prodigue t-il des conseils sur ?	Oui	Non	CA du dernier exercice clos Année 20 .. - 20 ..	CA prévisionnel (création) du / / au / /
La réalisation d'opérations sur des instruments financiers**	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
La fourniture de services d'investissement sur les instruments financiers**	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
La fourniture de services connexes aux investissements financiers**	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
La réalisation d'opérations sur biens divers définis à l'article L.550-1 du Code Monétaire et Financier, telles que la souscription de rentes viagères ou l'acquisition de droits sur des biens mobiliers ou immobiliers sous certaines conditions**	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

** Pour toutes les définitions relatives à ces activités merci de vous reporter à l'Art. L 541-1 et suivants du Code Monétaire et Financier

3. Le proposant procède t-il systématiquement à un audit écrit de la situation financière de son client ?

Oui Non

4. Suite à cet audit, le proposant préconise t-il par un écrit motivé la/les solution(s) à son client ?

Oui Non

5. Le proposant demande t-il à ses clients de signifier leur(s) décision(s) finale(s) par écrit ?

Oui Non

6. A quelle fréquence le proposant rend t-il compte par écrit à ses clients ?

7. Le proposant envoie t-il systématiquement un «avis d'opéré» à son/ ses client(s)?

Oui Non

8. Le proposant, en cas de conseil d'optimisation fiscale, fait-il appel à un fiscaliste ?

Oui Non

9. Le proposant pratique t-il l'activité de démarcheur financier conjointement à l'activité de CIF ?

Oui Non

[Si oui, vous devez compléter la section 4:](#)

10. Le proposant préconise t-il d'investir dans des montages dits «Girardin» (NON GARANTI) ?

Oui Non

11. Le proposant préconise t-il d'investir sur le marché de l'art (NON GARANTI) ?

Oui Non

12. Répartition de la clientèle du proposant:
(le total ne devant pas excéder 100%)

Entreprises	<input type="text"/> %
Particuliers	<input type="text"/> %

13. Répartition de la clientèle du proposant par zone géographique:
(le total ne devant pas excéder 100%)

France Métropolitaine	<input type="text"/> %	<input type="text"/>
DROM-COM*	<input type="text"/> %	
Autres (à préciser)	<input type="text"/> %	

* Départements et régions d'outre-mer / Collectivités d'outre-mer

14. Somme moyenne investie par les clients du proposant ?:

 €

15. Somme maximale investie par les clients du proposant ?:

 €

16. Certains des clients du proposant ont-ils un patrimoine supérieur à 5 millions d'€

Oui Non

* EXCLUSION DES CONSEILS PRODIGUÉS DANS LE CADRE D'UN INVESTISSEMENT AU TITRE DE LA LOI «GIRARDIN», DANS LE CADRE D'INVESTISSEMENTS SUR LE MARCHÉ DE L'ART ET/OU DANS LE CADRE DE TOUTES PRESTATIONS D'INGÉNIERIE FINANCIÈRE (HAUT DE BILAN / FUSION ACQUISITION)

Le proposant dûment représenté par le soussigné et se portant fort de ses filiales, participations et assurés déclare qu'à sa connaissance les déclarations ci-dessus sont exactes, complètes et sincères. En cas de modification de ces informations entre ce jour et la date de prise d'effet du contrat, le soussigné s'engage à en informer l'assureur, qui se réserve alors le droit de modifier son offre. Les dites informations font partie intégrante du contrat. Conformément aux articles L.113.8 et L.113.9 du code des assurances, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, si cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré a été sans influence sur le sinistre.

LE PROPOSANT DECLARE AVOIR COMPLÉTÉ LA OU LES SECTIONS «ACTIVITÉS» DU QUESTIONNAIRE D'ASSURANCES CORRESPONDANT À SON/SES ACTIVITÉS EXERCÉES

Intermédiation d'assurance	
Intermédiation en Opérations de Banque et Services de Paiement (IOBSP) et Démarchage Bancaire (DB)	
Intermédiation en Transactions Immobilières	
Démarchage Financier (DF)	
Conseil en Investissements Financiers (CIF)	

Fait à : _____ Signature et fonction du représentant légal du proposant avec cachet du proposant :

le :

Merci de joindre :

- Curriculum vitae du/des dirigeant(s) ainsi que des associés
- Extrait K-Bis
- Dernier bilan ou bilan prévisionnel pour les sociétés en création
- Copie des attestations de garantie RC professionnelle et garantie financière émanant de votre assureur actuel (excepté pour les créations d'entreprises)
- Relevé de sinistre